

 varia

La guerre de Sa'da : des singularités yéménites à l'agenda international

par Laurent Bonnefoy

L'actuelle République du Yémen est née le 22 mai 1990 de la réunion de la République démocratique et populaire du Yémen (au Sud) et de la République arabe du Yémen (au Nord). Après une phase pluraliste (notamment marquée par les élections législatives de 1993 et la participation du parti islamiste al-Islâh (Rassemblement yéménite pour la réforme) au gouvernement de 1993 à 1997¹), le pouvoir s'est progressivement engagé dans un processus de monopolisation croissante des ressources institutionnelles, économiques et symboliques. Le contexte de la lutte antiterroriste a sans doute accéléré, tout en la légitimant, la disparition d'une formule politique originale fondée sur un partage du pouvoir et un faible niveau de répression². Durant les années 1990, cette formule avait indéniablement singularisé le pays à l'échelle régionale. Or, depuis l'attentat d'octobre 2000 contre le navire de guerre américain *USS Cole* dans le port d'Aden et les attentats du 11 septembre 2001, l'obsession sécuritaire qui structure l'essentiel des relations du gouvernement yéménite non seulement avec les États-Unis et les

1. Nâsir Muhammad al-Tawîl, *Al-baraka al-islamiyya wal-nizâm al-siyâsi fil-yaman : min al-tabâliq ilal-tanâfus* (Le mouvement islamique et le système politique au Yémen : de l'alliance à la concurrence), Sanaa, Maktaba Khâlid bin al-Walid, 2009 ; Laurent Bonnefoy, Marine Poirier, « The Yemeni Congregation for Reform (al-Islâh): The Difficult Process of Building a Project for Change », dans Myriam Catusse, Karam Karam (eds), *Returning to Political Parties? Partisan Logic and Political Transformations in the Arab World*, Beyrouth, Lebanese Center for Policy Studies Editions, 2010, p. 61-100.

2. François Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006, p. 9-21.

pays européens mais aussi, depuis peu, avec le voisin saoudien a provoqué un dérèglement des équilibres politiques³.

Le Yémen est aujourd'hui confronté à une multitude de crises, aussi bien politiques et économiques que sécuritaires et environnementales, dont l'importance et la profondeur demeurent mal hiérarchisées tant par la communauté internationale que par les dirigeants du pays. Certes, la capacité de projection et l'institutionnalisation des groupes affiliés à al-Qaïda, en particulier l'organisation al-Qaïda dans la péninsule Arabique (al-Qâ'ida fi jazîrat al-'arab) dirigée par Nâsir al-Wahayshî, sont préoccupantes⁴, mais il s'avère que la problématique antiterroriste occulte d'autres crises sans doute plus déstabilisatrices encore pour le pays et la région : la contestation aux accents sécessionnistes dans l'ex-Yémen du Sud⁵, les défis économiques, sociaux et écologiques liés à l'épuisement des ressources aquifères, les vives tensions entre le parti au pouvoir, le Congrès populaire général (al-Mu'tammar al-Sha'bî al-'Amm), et l'opposition rassemblée dans la Rencontre commune (al-Liqâ' al-Mushtarak)⁶.

Il en va de même pour la guerre de Sa'da. Par sa durée, son ampleur et sa dimension régionale, ce conflit, qui perdure malgré l'annonce d'un nouveau cessez-le-feu au début de l'année 2010, mérite indéniablement une attention particulière. Depuis juin 2004, le gouvernorat de Sa'da, au Nord du Yémen, est le théâtre de violents affrontements qui opposent l'armée nationale à un mouvement – ou rébellion – couramment appelé « houthiste », du nom de ses leaders successifs, Husayn al-Hûthî et son jeune frère 'Abd al-Malik⁷.

Bien qu'elles aient été entrecoupées d'efforts de médiation et de tentatives de reconstruction, les six phases de combats qui se sont succédé entre 2004 et le début de l'année 2010⁸ ont chacune donné lieu à une escalade de violence. Le recours de plus en plus fréquent aux bombardements aériens, l'accroissement du nombre de réfugiés, l'élargissement des zones concernées par les

3. Ludmila du Bouchet, « The State, Political Islam and Violence: The Reconfiguration of Yemeni Politics since 9/11 », dans Amélie Blom, Lætitia Bucaille, Luis Martinez (eds), *The Enigma of Islamist Violence*, Londres, Hurst, 2007, p. 137-164 ; F. Burgat, L. Bonnefoy, *El Yemen, entre la integración política y la espiral de la (contra) violencia*, Casa Arabe, documento de trabajo n°7, 2009.

4. Depuis 2007, les attentats revendiqués par des organisations locales affiliées à al-Qaïda se sont multipliés, le plus important étant sans conteste celui de septembre 2008 devant l'ambassade américaine de Sanaa qui a fait 19 morts. Diverses opérations, lancées depuis le Yémen, ont visé des officiels yéménites et saoudiens, illustrant la vocation explicitement régionale de l'organisation. Gregory Johnsen, « The Expansion Strategy of al-Qaeda in Yemen », *CTC Sentinel*, 2 (9), 2009, p. 8-11. Plus généralement, voir Sa'ïd 'Ubayd al-Jamhî, *Al-Qâ'ida fil-Yaman* (Al-Qaïda au Yémen), Sanaa, Maktabat al-Hadâra, 2008.

5. Stephen Day, « Updating Yemeni National Unity: Could Lingering Regional Divisions Bring Down the Regime? », *Middle East Journal*, 62 (3), 2008, p. 417-436 ; Franck Mermier, « Yémen : le Sud sur la voie de la sécession ? », *Echogéo*, juin 2008 (<http://echogeo.revues.org/index5603.html>).

6. M. Poirier, « Yémen nouveau, futur meilleur ? Retour sur l'élection présidentielle de 2006 », *Chroniques yéménites*, 15, 2008, p. 129-159 ; Sarah Philips, *Yemen's Democracy Experience in a Regional Perspective: Patronage and Pluralized Authoritarianism*, Londres, Palgrave Macmillan, 2008.

affrontements ainsi que l'intervention armée saoudienne de novembre 2009 témoignent très directement de l'enlisement de cette guerre. L'accès à la région étant fréquemment bloqué pour les travailleurs humanitaires mais aussi interdit aux journalistes et aux chercheurs, les informations fiables et indépendantes sont rares. Aucune estimation du nombre des victimes n'a pu être formulée, mais il est vraisemblable qu'il dépasse les 10 000 tandis que celui des personnes déplacées approche les 200 000⁹.

Illisible, le conflit de Sa'da l'est sans doute pour beaucoup d'observateurs, y compris dans son environnement régional, tant le Yémen paraît singulier au sein du monde arabe par les spécificités de son histoire, de sa société et de son système politique (c'est l'unique république de la péninsule Arabique). L'objet de cette contribution est donc de contextualiser les racines et les enjeux de la guerre de Sa'da en tenant compte de cette singularité mais aussi en soulignant combien cette éruption de violence est elle-même symptomatique de transformations du système international et du fonctionnement des régimes politiques à l'échelle du monde arabe.

Une guerre ancrée dans l'environnement yéménite

La description du conflit de Sa'da comme étant une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite¹⁰ semble avoir acquis une certaine pertinence avec l'intervention armée saoudienne de novembre 2009. En réalité, cette approche est trompeuse car elle empêche d'analyser le conflit dans toute sa complexité. Les accusations de soutien iranien à la rébellion prononcées de

7. Le terme de « rébellion » pour désigner les « houthistes » peut paraître polémique dans la mesure où l'initiative de l'offensive sur Sa'da en juin 2004 ne peut directement leur être imputée. Le mouvement houthiste a toutefois connu d'importantes évolutions depuis : d'une position uniquement défensive ou réactive, son discours a évolué vers une approche de plus en plus intransigeante à l'égard du pouvoir. La dénomination « houthiste » (*hūthiyūn*) est elle-même sujette à controverses dans la mesure où les acteurs désignés comme tels ne s'en revendiquent pas systématiquement et préfèrent se désigner sous le vocable de « *asbāb al-sbi'ār* » (adeptes du slogan) ou de « *sbabāb al-mu'min* » (Jeunesse croyante). Elle s'est toutefois progressivement imposée dans le paysage médiatique et politique yéménite au-delà des seuls alliés du gouvernement et fait aujourd'hui largement consensus.

8. Juin-septembre 2004, mars-mai 2005, novembre 2005-février 2006, février-juin 2007, avril-juillet 2008, août 2009-février 2010. L'exactitude de ces dates fait toujours débat tant la reprise des combats a souvent été progressive et les annonces de victoire par l'armée nombreuses.

9. De toute évidence, l'accès fluctuant aux zones de combats, la fragmentation des camps de réfugiés, les déplacements incessants de ces derniers à cause des affrontements ainsi que les mécanismes de solidarité au sein des familles et des tribus rendent difficiles la gestion et la comptabilité des déplacés par les agences des Nations unies présentes et par les ONG locales et internationales qui interviennent sur le terrain. Entretien avec un responsable d'une organisation humanitaire, Paris, 2 novembre 2009. Tous les entretiens mentionnés dans cet article ont été conduits et ensuite traduits par nous.

10. « Yemen: The Persian-Arab Proxy Battle », *Stratfor Global Intelligence*, 1^{er} septembre 2009 ; Antoine Basbous, « Guerre par procuration au Yémen, un État failli », *Le Monde.fr*, 24 novembre 2009 (http://www.lemonde.fr/opinions/article_interactif/2009/11/24/guerre-par-procuration-au-yemen-un-etat-failli_1271577_3232.html).

façon récurrente par le pouvoir yéménite depuis 2004 sont d'ailleurs peu éclairantes. Bien qu'il soit possible, et dans ce cas vraisemblablement sous une forme financière, ce soutien iranien, qui révélerait la dimension régionale, voire géopolitique du conflit n'est en tout état de cause pas central, les griefs des rebelles portant avant tout sur des enjeux locaux.

La grille de lecture religieuse (souvent calquée sur la situation iraquienne) évoque, quant à elle, un affrontement entre une rébellion chiite et un pouvoir sunnite, et ce faisant ignore certaines singularités yéménites. Elle structure le discours des houthistes qui prétendent défendre l'identité religieuse zaydite¹¹ dont ils se réclament face à ce qu'ils décrivent comme une offensive « wahhabite » soutenue par le pouvoir. L'approche religieuse conforte également souvent la lecture géopolitique du conflit qui considère que l'Iran tire les ficelles de la rébellion. Certes, l'idée selon laquelle les houthistes participeraient à la création d'un arc chiite au Moyen-Orient trouve de nombreux échos dans la presse arabe¹² ainsi qu'auprès d'intellectuels islamistes, salafis en particulier¹³, mais elle constitue une simplification excessive, si ce n'est un fantasme. L'analyse de certains processus propres à l'histoire du Yémen nuance en effet ces approches à dominante géopolitique ou religieuse. Ainsi, lorsque l'on évoque la question des identités religieuses, il semble entendu que les Yéménites se répartissent dans leur très grande majorité selon deux écoles de l'islam : le zaydisme chiite, qui représente environ un tiers de la population, et le chaféisme sunnite, majoritaire à l'échelle du pays mais minoritaire dans les hauts plateaux du Nord où se situe Sa'da, mais également Sanaa, la capitale. Compte tenu de cette division, il serait logique d'affirmer que l'opposition entre ces deux identités religieuses est structurante du paysage politique et social yéménite. Or, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, le face-à-face de ces identités religieuses a progressivement laissé la place à un processus de convergence, qui ne saurait être réduit à une « sunnisation » du zaydisme¹⁴.

11. Le zaydisme est une branche du chiisme née en 740 en Mésopotamie et en Asie centrale autour de Zayd bin 'Alī al-Husayn, puis institutionnalisée au Yémen par al-Hādī Ilā al-Haqq Yahya bin al-Husayn (mort en 911). Cette secte majoritaire dans certaines des hautes terres yéménites est au fondement du régime de l'imamat qui a régné sur tout ou partie du Yémen jusqu'en 1962, soit pendant plus d'un millénaire. Le zaydisme connaît aujourd'hui d'importantes évolutions sur le plan de la doctrine et de son application politique. Voir notamment 'Abd Allāh bin Muhammad Hamīd al-Dīn, *al-Zaydiyya* (Le zaydisme), Sanaa, Markaz al-Rā'īd, 2004.

12. 'Abd al-Rahmān al-Rashīd, « Hal al-hūthiyya mushkila yamaniyya am sa'ūdiyya ? » (Le houthisme est-il un problème yéménite ou saoudien ?), *al-Sharq al-Awsat* (quotidien panarabe), 19 octobre 2009 ; Muhammad Sayf Haydar, « Al-harb bil-wakāla » (La guerre par procuration), *al-Majalla* (hebdomadaire saoudien), 11 décembre 2009.

13. Voir par exemple, « Adwā' alā al-khata al-siriyya li-tasdir al-thawra al-irāniyya » (Éclairages sur le plan secret pour diffuser la révolution iranienne), *al-Muntadā* (revue salafite de l'association al-Hikma), 92-93, 2005.

14. L. Bonnefoy, « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisations », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 121-122, 2008, p. 201-215.

Dans le contexte précis de la guerre de Sa'da, décrire l'État yéménite comme un régime sunnite se révèle problématique dans la mesure où une très large part des élites politiques, économiques et militaires – à commencer par le Président 'Alî 'Abd Allâh Sâlih, aux affaires depuis 1978 – sont d'origine zaydite, bien qu'elles ne revendiquent pas cette appartenance de façon explicite. En fait, le zaydisme s'est pour l'essentiel fondu dans une identité musulmane plus large (certes dominée par le sunnisme), tout en conservant un certain nombre de ses particularismes (appel à la prière spécifique des mosquées zaydites, origine du mufti de la République, réintégration de certaines élites royalistes dans les institutions publiques). Parallèlement, la stigmatisation du zaydisme en tant qu'identité chiite a été massivement (bien qu'incomplètement) abandonnée, jusque dans les rangs islamistes. Dès lors, la division entre sunnisme chaféite et chiisme zaydite ne structure qu'à la marge les appartenances politiques et ne constitue pas une variable pertinente pour analyser la société yéménite. Ce processus historique de convergence et d'abandon de la stigmatisation du zaydisme a été initié dès le XVIII^e siècle par le réformiste Muhammad al-Shawkânî¹⁵, renforcé pendant la période postrévolutionnaire par l'enseignement public, les élites politiques et les institutions religieuses, puis généralisé grâce à la mobilité croissante des populations à l'intérieur et hors du pays. C'est ce processus qui a finalement contribué à légitimer la République issue de la révolution de 1962 aux yeux des royalistes qui avaient, tout au long des années 1960 et notamment dans leur bastion de Sa'da, combattu pour le rétablissement de l'ancien régime de l'imamat zaydite. Cette convergence des identités religieuses n'a pas été admise par tous : les salafis l'ont refusée, continuant d'associer directement le zaydisme au chiisme duodécimain, tandis que de façon plus significative encore une frange, certes marginale, de la minorité zaydite s'engageait dans un mouvement de renouveau au cours des années 1980. Influencée par les religieux Badr al-Dîn al-Hûthî et Majd al-Dîn al-Muayyadî (mort en 2007), tous deux hachémites, c'est-à-dire considérés comme des descendants en ligne directe du prophète Muhammad, cette frange s'est attachée à revaloriser les sources traditionnelles zaydites (Zayd bin 'Alî, al-Imâm al-Qâsim bin Muhammad ou Muhammad al-Samâwî, par exemple) à travers différentes publications ou activités ciblant notamment les jeunes générations (cycles de cours du soir ou d'été, événements culturels et sportifs) à Sanaa et à Sa'da, ville perçue comme le berceau du zaydisme¹⁶. Elle s'est notamment structurée autour

15. Bernard Haykel, *Revival and Reform in Islam: The Legacy of Muhammad al-Shawkânî*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

16. B. Haykel, « Recent Publishing Activity by the Zaydis in Yemen: A Select Bibliography », *Chroniques yéménites*, 9, 2002, p. 225-230.

de la réaffirmation du rôle des hachémites (*sayyids*), « aristocratie » régnante jusqu'en 1962 dont la position politique, religieuse et sociale avait été mise à mal par la révolution républicaine ainsi que par un mouvement historique profond d'égalisation formelle des citoyens (la prétention des hachémites à détenir le pouvoir religieux et temporel s'est vue niée par le système républicain du Nord qui s'appuyait pour l'essentiel sur les tribus, tandis que les hiérarchies traditionnelles étaient mises à mal par l'idéologie socialiste au Yémen du Sud). Ce processus d'égalisation a fait naître chez les anciennes élites hachémites un sentiment de discrimination¹⁷. La temporalité du retour en force du référent religieux et politique zaydite n'est pas sans lien avec la révolution iranienne de 1979 (qui constitue surtout une référence symbolique et organisationnelle mobilisée par certaines figures) mais elle ne saurait s'y réduire dans la mesure où elle ne donne pas concrètement lieu à un rapprochement théologique ni même programmatique. En effet, la réémergence du zaydisme se fonde en grande partie sur une valorisation des spécificités historiques et doctrinales de cette branche spécifique du chiisme vis-à-vis du sunnisme mais également du chiisme duodécimain. Par ailleurs, elle n'a pas suscité d'alignement manifeste des tenants du nouveau zaydite sur les positions internationales de l'Iran pendant la guerre Iran-Iraq des années 1980 ou pendant la guerre du Golfe de 1990-1991. Dès lors, le retour en force de ce référent apparaît surtout lié à la maturation d'une nouvelle génération qui, certes, n'a pas connu la période de l'imamat zaydite, mais a subi un système républicain qui semblait, selon elle, vouloir l'exclure. Parmi le personnel politique, rares sont ceux qui mettent en avant leur origine zaydite ou qui appartiennent à la catégorie des hachémites (l'exception étant Yahya al-Mutawakkil, ancien ministre de l'Intérieur, décédé dans un accident de la circulation en 2003). Le nouveau zaydite a pris une tournure plus politique avec la création du parti al-Haqq (la Vérité) en 1990 et la réactivation d'une formation politique, l'Union des forces populaires (Itihâd al-Quwa al-Sha'biyya), qui ont principalement recruté leurs militants dans les rangs hachémites, tout en soulignant leur acceptation de la République et leur abandon du principe de prééminence politique de la classe des descendants du prophète Muhammad. Cependant, ces deux partis, et particulièrement al-Haqq¹⁸, entretiennent parfois une ambiguïté quant à leur rapport à l'imamat : s'ils n'appellent pas à sa restauration, ils s'appuient surtout sur des clans ou des individus qui, pendant la guerre civile des années 1960, étaient associés aux royalistes. Ces deux formations politiques marginales

17. Sur la place des hachémites dans le système républicain, voir notamment Gabriele Vom Bruck, *Islam, Memory, and Morality in Yemen: Ruling Families in Transition*, New York, Palgrave, 2005 ; Engseng Ho, *The Graves of Tarim: Genealogy and Mobility Across the Indian Ocean*, Berkeley, University of California Press, 2006 ; James Robin King, « Zaydis in a Post-Zaydi Yemen: Ulama Reactions to Zaydism's Marginalization in the Republic of Yemen », *Shi'a Affairs Journal*, 1, 2008, p. 53-84.

entendent, d'une part, représenter les populations des hauts plateaux zaydites, d'autre part, lutter contre le développement d'un mouvement salafi qu'ils estiment inféodé à l'Arabie Saoudite et étranger au Yémen. En 1993, le parti al-Haqq a obtenu deux élus au Parlement yéménite, dont le fils de Badr al-Dîn al-Hûthî, Husayn. Dans la seconde moitié des années 1990, alors qu'il naviguait entre opposition et soutien au pouvoir (son secrétaire général, Ahmad al-Shâmî, a été brièvement ministre des Affaires religieuses en 1997), ce parti a connu d'importantes reconfigurations internes : les rivalités d'ordre personnel mais aussi les conflits relatifs à des enjeux stratégiques, par exemple la relation au pouvoir¹⁹, ont entraîné la sécession d'un mouvement apparu au début des années 1990, la Jeunesse croyante (al-Shabâb al-Mu'min), alors emmenée par Husayn al-Hûthî. Cette association entend agir au niveau local et notamment contrer l'influence croissante du courant salafi dont le principal centre est installé à Dam-mâj, en banlieue de Sa'da²⁰. Il semble que le pouvoir ait initialement apporté son soutien à ce mouvement, notamment parce qu'il permettait d'entretenir la fragmentation religieuse et politique autour de Sa'da, créant une forme d'équilibre entre salafis et partisans du renouveau zaydite. De nombreuses figures proches ou membres importants de la Jeunesse croyante – tels les députés 'Abd al-Karîm Jadbân et Yahya al-Hûthî, frère de Husayn²¹ – ont même intégré les rangs du Congrès populaire général au début de la décennie 2000.

Dès son apparition, la Jeunesse croyante a mobilisé ses militants autour d'un projet de défense du zaydisme mais également d'une critique du rapport de force international que ses partisans ont exprimée à partir de 2002 par le slogan « Dieu est grand. Mort à l'Amérique, mort à Israël, la malédiction pour les Juifs, la victoire pour l'Islam ». Une telle critique faisait indéniablement écho aux slogans révolutionnaires iraniens mais restait formelle ou symbolique : elle n'a pas entraîné d'action armée contre les États-Unis ou leurs alliés, ni même contre le pouvoir de Sanaa. Par ailleurs, elle n'indiquait

18. En novembre 1990, les principaux oulémas du parti al-Haqq nouvellement formé ont publié un manifeste dans lequel ils abandonnaient formellement la revendication de la restauration de l'imamat. Cet acte fondateur venait clore symboliquement les querelles liées à la guerre civile des années 1960 mais ne fit toutefois pas l'unanimité. Il est ainsi symptomatique que Badr al-Dîn al-Hûthî ne l'ait pas signé. B. Haykel, « Hizb al-Haqq and the Doctrine of the Imamate », non publié, présenté à la conférence annuelle de la Middle East Studies Association en 1996.

19. Samy Dorlian, « Les reformulations identitaires du zaydisme dans leur contexte sociopolitique contemporain », *Chroniques yéménites*, 15, 2008, p. 164.

20. Sur le mouvement salafi yéménite, voir L. Bonnefoy, « Les relations religieuses transnationales contemporaines entre le Yémen et l'Arabie Saoudite : un salafisme importé ? », thèse de doctorat, IEP de Paris, 2007.

21. La guerre de Sa'da conduit Yahya al-Hûthî à s'exiler en Libye dans un premier temps puis en Allemagne à partir de 2006. Depuis Berlin, il a géré une partie de la communication internationale de la rébellion et mené, sans grand succès, des campagnes de sensibilisation auprès des institutions européennes. Une fois son immunité parlementaire retirée, son rôle au sein du mouvement houthiste l'a fait condamner à mort par contumace en octobre 2009 par la justice yéménite.

nullement l'existence de liens organisationnels avec le pouvoir iranien. Son histoire comme sa rhétorique ne font pas de la Jeunesse croyante une expression du chiisme transnational comparable aux contestations des minorités chiïtes des États du Golfe²². En dépit de références manifestes à l'Iran, l'association s'inscrit dans un champ islamiste à la fois plus large (cette contestation de l'ordre mondial n'est pas le monopole de l'Iran²³) et plus localisé car propre à l'histoire du zaydisme. Son slogan lui assure une certaine popularité dans un environnement yéménite fortement marqué par l'anti-américanisme et l'antisionisme, tandis que l'Iran révolutionnaire et le Hezbollah libanais constituent des figures de résistance appréciées, parmi d'autres, non sans ambiguïté, en fonction du contexte international²⁴, au-delà des cercles du nouveau zaydite, y compris ponctuellement par le gouvernement yéménite. Toutefois, dans le contexte de l'après-11-Septembre, ce slogan est devenu la principale source de tension entre l'association et le pouvoir, nouvel allié des États-Unis dans la lutte antiterroriste²⁵. Quelques jours après les attentats de New York et de Washington, le Président Sâlih a en effet rassemblé l'ensemble des forces politiques dans une caserne militaire pour les enjoindre de mettre en sourdine leur anti-américanisme et de soutenir l'option du gouvernement. Alors que l'essentiel des acteurs politiques, y compris le parti islamiste al-Islâh, respectaient les termes de cet accord tacite, la Jeunesse croyante est apparue comme la seule force indépendante capable de refuser et de critiquer l'alignement du pouvoir sur les positions américaines. En janvier 2003, le slogan a été prononcé en présence du Président Sâlih dans la mosquée de l'imâm al-Hâdî de Sa'da et répété à l'envi par les partisans de la Jeunesse croyante jusque dans la Grande Mosquée de la vieille ville de Sanaa. L'échec des différentes tentatives de médiation entre le pouvoir et l'association a amené le gouverneur de Sa'da à tenter, le 18 juin 2004, de faire arrêter Husayn al-Hûthî. L'opération policière a cependant tourné court et ses débordements ont rapidement donné lieu à des affrontements mobilisant d'importantes ressources militaires.

22. Laurence Louër, *Transnational Shia Politics: Political and Religious Networks in the Gulf*, Londres, Hurst, 2008.

23. Ainsi, ce n'est pas en Iran que Husayn al-Hûthî est allé étudier après la fin de son mandat de parlementaire en 1997 mais au Soudan, où il a obtenu un magistère de droit islamique à l'université de Khartoum en 2000.

24. La guerre de 2006 au Sud Liban entre Israël et le Hezbollah, puis l'exécution de Saddâm Husayn filmée par des fonctionnaires chiïtes (largement perçue comme une vengeance sectaire) ont illustré la volatilité des sentiments de bien des Yéménites, mais également du pouvoir, à l'égard des figures du chiisme politique.

25. Khaled Fattah, « Yemen: A Slogan and Six Wars », *Conflicts Forum*, 28 octobre 2009 (<http://conflicts-forum.org/2009/yemen-a-slogan-and-six-wars/>) (consulté le 10 décembre 2009).

Transformations et enlèvement du conflit

Dès lors s'est noué un conflit armé dont la structure a significativement évolué au fil des différentes phases de combat²⁶. Le 10 septembre 2004, Husayn al-Hûthî, retranché dans une grotte, était tué au cours d'une offensive militaire. Bien que le gouvernement ait annoncé la fin de la guerre, les tensions se sont poursuivies et les combats ont repris en mars 2005. Badr al-Dîn al-Hûthî, alors octogénaire et 'Abd Allâh al-Rizâmî, ancien député du parti al-Haqq comme Husayn al-Hûthî, ont été présentés comme les nouveaux leaders de la rébellion. Au cours de l'année 2006, 'Abd al-Malik al-Hûthî, jeune frère de Husayn né en 1980, a émergé à la tête du mouvement. La mobilisation de ceux que le pouvoir désignait rapidement sous le nom de houthistes et accusait d'avoir levé le drapeau du Hezbollah libanais tout en prônant le rétablissement de l'imamat zaydite apparaît pour l'essentiel liée à des mécanismes non idéologiques. La rébellion dépassait largement le phénomène du renouveau zaydite porté surtout par « l'aristocratie » déchue des hachémites à laquelle appartient le clan al-Hûthî et qui n'a, finalement, que marginalement concerné la composante tribale de la société, pourtant investie dans la guerre.

La répression politique²⁷, la brutalité fréquente des rebelles à l'égard de civils soutenant le pouvoir et dont les maisons étaient pillées, ainsi qu'une conduite parfois maladroite des opérations militaires sur le terrain ont favorisé un engrenage alimenté par des mécanismes de solidarité, qui a conduit à l'enlèvement du conflit. De fait, la guerre de Sa'da possède une dimension largement réactive : les bombardements parfois non ciblés de l'aviation yéménite ont entraîné par exemple la mobilisation de nouveaux combattants, notamment par le truchement des solidarités tribales. Parallèlement, la stigmatisation croissante dans l'espace public de l'identité zaydite et de la composante hachémite de la société – phénomène qui s'inscrivait en rupture manifeste avec le processus historique décrit plus haut – était à même de renforcer la rébellion et de légitimer son discours²⁸. Un responsable d'une organisation des droits de l'homme engagée dans la défense des individus emprisonnés

26. Sur l'enchaînement des phases du conflit, voir International Crisis Group, « Yemen: Defusing the Saada Time Bomb », Middle East Report, 86, 27 mai 2009 (http://www.observatori.org/paises/pais_64/documentos/86_yemen_defusing_the_saada_time_bomb.pdf).

27. Voir par exemple Human Rights Watch, « Disappearances and Arbitrary Arrests in the Armed Conflict with Huthi Rebels in Yemen », octobre 2008.

28. Sur les effets de la stigmatisation du zaydisme, voir S. Dorlian, « Les reformulations identitaires du zaydisme dans leur contexte sociopolitique contemporain », art. cité, p. 166-173.

dans le cadre du conflit de Sa'da explique : « Je suis moi-même laïque mais la situation politique m'a poussé à m'intéresser de plus près à mes origines qui sont zaydites et hachémites. Une fois, j'ai tendu mon passeport à un douanier à l'aéroport, quand il a vu mon nom il m'a demandé si j'étais hachémite. Il a fait comme si c'était légal de poser une telle question, comme si la loi exigeait de le savoir, et permettait une telle discrimination »²⁹. Un des principaux intellectuels et juristes zaydites de Sanaa, al-Murtadâ al-Muhatwarâ, qui dirige le centre d'enseignement al-Badr, mentionne le même mécanisme : « C'est parce que l'État désigne sans cesse certaines personnes sous le nom de "houthistes" que ces gens deviennent effectivement "houthistes". Certains de ceux qui étudiaient chez moi ont été provoqués et poussés à combattre »³⁰. Niant les diverses accusations portées contre eux, les leaders houthistes ont inlassablement (mais sans doute maladroitement) tenté de souligner le caractère uniquement défensif de leur entreprise. Selon eux, la rébellion ne bénéficie pas du soutien iranien, son objectif n'est pas de rétablir l'ancien régime de l'imamat zaydite, ni même de créer une zone autonome. Au début de la guerre, Husayn al-Hûthî a rédigé une lettre ouverte au Président Sâlih affirmant sa loyauté et annonçant que son seul point de désaccord portait sur les relations de son pays avec les États-Unis, et que le soutien du gouvernement yéménite à la *global war on terror* portait atteinte à sa souveraineté. La ligne défensive, reprise par les successeurs de Husayn al-Hûthî, a continué, y compris au cours de la sixième phase, d'être présentée comme l'unique logique des rebelles. Selon un journaliste de l'opposition, ancien membre du parti al-Haqq, la nature uniquement réactive de la rébellion est apparue évidente quand l'État a déclaré la fin de la guerre : « Les houthistes ont immédiatement arrêté de combattre. Ils ont respecté la décision et n'ont jamais œuvré contre la paix mais ont simplement répondu aux attaques de l'armée (...) Husayn al-Hûthî n'avait aucun projet. C'est seulement le gouvernement et l'armée qui, par leurs erreurs et leur violence, ont donné naissance à une rébellion. Le manque de clarté des objectifs des houthistes est en fait délibéré. Dans un entretien qu'il a donné à la fin du cinquième round, 'Abd al-Malik al-Hûthî a affirmé qu'il refusait d'exprimer des demandes politiques ou mêmes des demandes en termes identitaires, car s'il le faisait alors certains commenceraient à combattre au nom de ces demandes. Pour lui, la guerre devait rester de nature strictement défensive »³¹.

29. Entretien avec un militant des droits de l'homme, Sanaa, 14 janvier 2009.

30. Entretien avec al-Murtadâ al-Muhatwarî, Sanaa, 17 janvier 2009.

Une telle absence d'agenda explicite n'a guère facilité la compréhension du conflit tant au Yémen qu'à l'extérieur. Elle apparaît en outre ambiguë lorsqu'on la confronte à l'évolution des pratiques de la rébellion. Ainsi, le slogan anti-américain et anti-israélien, bien qu'essentiellement symbolique dans la mesure où il n'est pas mis en application par les militants, constitue une référence politique évidente. Celle-ci inscrit de fait le mouvement houthiste dans un projet islamiste contestataire et anti-impérialiste, certes susceptible de mobiliser au sein de la société yéménite, mais qui brouille le message victimaire des dirigeants houthistes, notamment auprès des diplomates américains et européens ou encore des journalistes étrangers³². Interrogé en 2009 sur les modalités d'une sortie de crise, Yahya al-Hûthî considérerait que ladite sortie de crise passait nécessairement par la chute du régime de 'Alî 'Abd Allâh Sâlih³³. Plus largement, l'histoire du mouvement de la Jeunesse croyante au cours des années 1990 et les modèles symboliques et organisationnels que constituent au sein de cette organisation la révolution iranienne et le Hezbollah (à travers le recours au slogan, l'appel à la réforme du pouvoir, la mise en place d'une organisation politique et religieuse)³⁴ rendent compte d'un projet qui ne peut être uniquement considéré sous l'angle réactif ou défensif : la préservation du zaydisme a des implications politiques non seulement locales (création d'écoles zaydites et sans doute, *in fine*, restauration de l'imamat, conséquence que les écrits et conférences de Husayn al-Hûthî n'ont toutefois jamais directement explicitée) mais aussi régionales et internationales, à travers la lutte contre l'influence saoudienne et l'ingérence américaine. En revanche, la référence à l'Iran et aux groupes chiites transnationaux ne se traduit pas concrètement sur le plan religieux tant l'univers de sens demeure zaydite. Dans les textes de Husayn al-Hûthî et de ses partisans, aucune mention n'est faite du *wilâyat al-faqîh* (gouvernement par les juristes), mis en avant par Rûhollâh Khumaynî par exemple, d'une organisation hiérarchique du clergé ou même de la figure du *Mahdî* (sauveur annonçant la venue du Messie) qui distinguent le chiisme duodécimain³⁵.

31. Entretien avec un journaliste affilié au Parti socialiste yéménite, Sanaa, 17 janvier 2009. L'entretien mentionné par ce journaliste a été publié dans l'hebdomadaire *al-Thawrî* (hebdomadaire du Parti socialiste yéménite), le 31 juillet 2008.

32. En 2010, certains bâtiments des alentours de Sa'da bombardés par l'armée yéménite ont été « décorés » par les militants houthistes d'un graffiti affirmant : « Voici l'aide américaine au Yémen ». Ce procédé visait à établir un lien direct entre l'option répressive du pouvoir à Sa'da et la formation dispensée à l'armée yéménite par des officiers américains dans le cadre de la lutte antiterroriste.

33. Entretien téléphonique avec Yahya al-Hûthî, Berlin, 3 février 2009.

34. Sur le lien entre la Jeunesse croyante et la référence chiite duodécimaine, voir Abdullah Lux, « Yemen's Last Zaydi Imam: The Shabab al-Mu'min, the Malazim, and Hizb Allah in the Thought of Husayn Badr al-Din al-Huthi », *Contemporary Arab Affairs*, 2 (3), 2009, p. 369-434.

35. *Ibid.*, p. 393.

C'est sur cette base identitaire mais également contestataire que 'Abd al-Malik al-Hûthî est parvenu à s'imposer à la tête de la rébellion depuis 2006, en multipliant les démonstrations de force au cours de différents festivals populaires (le *ghadîr* notamment, dont la légitimité est contestée par la majorité du champ religieux yéménite³⁶) ou encore en prenant le contrôle de villages autour de Sa'da et en bloquant des routes. Cette dimension idéologique, certes de plus en plus manifeste, n'invalide pas l'hypothèse des processus réactifs mentionnés plus haut. Elle ne doit pas davantage faire oublier la marginalité du projet de renouveau zaydite à l'échelle de la société yéménite, y compris au sein des populations des hauts plateaux du Nord du Yémen.

L'enlèvement du conflit est en revanche le résultat de l'investissement croissant de différentes catégories d'acteurs. L'extension des zones de combats, notamment dans la région de Harf Sufyân (gouvernorat de 'Amrân, au Sud de celui de Sa'da) depuis la quatrième phase en 2007, est ainsi due au financement de milices par le pouvoir qui recherche des appuis locaux parmi les hommes en armes. Dans cette zone, l'affrontement entre tribus progouvernementales et groupes soutenant la rébellion s'est superposé à l'ancienne rivalité entre les deux grandes confédération tribales d'origine zaydite, celle de Hâshid (dont l'un des dirigeants, Husayn 'Abd Allâh al-Ahmar, a annoncé en juin 2008 la constitution d'une armée populaire (*jaysb sha'bi*) tribale de soutien aux forces gouvernementales, qui bénéficie apparemment d'une aide financière saoudienne³⁷) et celle de Bakîl (dominante dans la province de Sa'da mais minoritaire autour de Harf Sufyân).

La centralité du référent tribal dans la région de Sa'da n'a jamais été directement mise à mal par l'État central, ne serait-ce que parce que ce gouvernorat est resté à l'écart des politiques de développement engagées par le gouvernement depuis

36. Tenu chaque année le 18^e jour du mois de *dhû al-bijja* du calendrier musulman, le *ghadîr khumm* fait l'objet d'une importante controverse entre sunnites et chiïtes. En effet, cette fête censée célébrer la désignation de 'Alî en tant que successeur authentique du prophète Muhammad implique par conséquent la délégitimation de Abû Bakr, le premier calife reconnu par les sunnites. Du point de vue des chiïtes, celui-ci n'était qu'un simple compagnon du Prophète, tandis que 'Alî apparaissait comme plus légitime parce qu'il était le gendre du Prophète. Dans la mesure où tous les hachémites prétendent être les descendants de ce dernier, le *ghadîr* symbolise la réaffirmation de leur prééminence dans l'accès au pouvoir temporel et spirituel. Abandonnée au Yémen après la révolution, cette célébration est réapparue dans les années 1990 dans le contexte du mouvement de renouveau zaydite. Depuis 2004, les autorités ont tenté de l'interdire, l'associant directement au mouvement houthiste et, selon les termes de Rashâd al-'Alîmî, vice-Premier ministre, à une « glorification du pouvoir des hachémites et donc à un rejet de la démocratie ». Entretien avec Rashâd al-'Alîmî, Sanaa, 11 janvier 2009.

37. L'annonce d'un cessez-le-feu par le gouvernement yéménite le 17 juillet 2008 (soit le jour du trentième anniversaire de l'accession au pouvoir du Président Sâlih) a mis fin à la cinquième phase, contrariant ainsi le projet de mise en place de cette armée populaire tribale. Dès lors, la promesse non tenue de distribution de subsides aux hommes de tribus qui devaient être mobilisés a créé de nouvelles tensions. Afin d'obtenir les versements promis et de faire pression sur le gouvernement, ces tribus ont bloqué la route reliant Sa'da à Sanaa en janvier 2009 et pris des otages, favorisant alors de nouveaux affrontements armés et l'amorce d'une sixième phase de combats en août 2009.

les années 1960. Dans un pamphlet dénonçant l'emprise croissante du salafisme à Sa'da publié au début des années 1990, un intellectuel membre du parti al-Haqq affirmait que cette ville avait dû attendre 1982 pour recevoir la première visite d'un chef d'État yéménite et que son hôpital avait été construit grâce à un financement saoudien et non par le ministère de la Santé yéménite³⁸.

Au-delà de cette discrimination régionale, le référent tribal et la défiance à l'égard de l'État central ont pu prospérer grâce à l'importante économie de contrebande. Sa position stratégique le long d'une frontière particulièrement poreuse avec l'Arabie Saoudite et sa proximité avec les côtes de la mer Rouge ont fait de Sa'da un important point de passage du commerce illégal (armes, alcool, carburants subventionnés, drogues dures et qat). À une vingtaine de kilomètres, le marché aux armes de al-Talh (que le gouvernement assure avoir fermé depuis 2006) est considéré comme le plus important du pays, et Fâris Manâ', frère du gouverneur de Sa'da élu en 2008 puis limogé en 2010, est unanimement tenu pour l'un des principaux marchands d'armes du pays bénéficiant de connexions internationales. Après l'avoir nommé à la tête du comité de médiation avec les houthistes en 2008, le pouvoir l'a inscrit, du jour au lendemain, sur la liste noire des vendeurs d'armes en octobre 2009, avant de l'arrêter en janvier 2010.

Depuis 2004, la dimension économique du conflit n'a cessé de prendre de l'ampleur. La captation des ressources liées à l'économie de guerre qui s'est développée au fur et à mesure du conflit est devenue un enjeu de premier ordre pour les officiers engagés, les rebelles, ainsi que les groupes armés tribaux mobilisés par les deux parties. Selon nombre d'observateurs, l'approvisionnement en armement des militaires est fréquemment détourné : il semble qu'une partie aille alimenter le commerce organisé par certains membres des forces armées à destination de la Corne de l'Afrique *via* les petits ports du Nord de la ville d'al-Hudayda, tandis qu'une autre est achetée par les rebelles³⁹. Il s'ensuit que la poursuite des affrontements satisfait très directement les intérêts des entrepreneurs économiques, tribaux, politiques ou militaires, qui soutiennent l'une ou l'autre partie. La mobilisation de milices tribales constitue également une forme d'incitation à la poursuite des combats en ce qu'elle permet la captation de ressources financières et symboliques par les chefs traditionnels (cheikhs). Selon un journaliste yéménite : « Au cours des dernières phases, les responsables gouvernementaux et les dirigeants de l'armée prenaient contact avec certains cheikhs de la confédéra-

38. Muhammad al-Sa'îdî, *Sa'da limadha?* (Sa'da pourquoi ?), Beyrouth, sans date, p. 7.

39. Entretiens avec 'Aydarûs al-Naqîb, député de l'opposition, Sanaa, 21 janvier 2009 et avec Muhammad al-Tayyib, membre du Conseil consultatif et du parti au pouvoir, Sanaa, 12 janvier 2009.

tion Hâshid pour leur demander de mettre en place des milices, de mille hommes par exemple, et leur fournissaient alors le budget nécessaire. En fait, les cheikhs n'en mobilisaient qu'un nombre bien plus faible, peut-être deux cents, et gardaient le reste de l'argent »⁴⁰.

Plus indirectement, le budget établi par l'État pour les projets de reconstruction ou les sommes promises par le Qatar en 2007 et 2008 dans le cadre de sa tentative de médiation (qui a échoué) ont également produit un effet pervers : en encourageant la compétition pour le contrôle de l'aide, ils ont favorisé les tensions entre les belligérants, et donc la reprise des combats. Au terme des quatrième et cinquième phases, le gouvernement a en effet annoncé la constitution d'un fonds pour la reconstruction du gouvernorat de Sa'da. Au début de l'année 2009, ce fonds a reçu une dotation gouvernementale de 55 millions de dollars américains. Les deux comités chargés de superviser la reconstruction qui se sont succédé durant les périodes de calme relatif étaient formés d'élites tribales locales, d'hommes politiques d'envergure nationale et de technocrates. Plusieurs évaluations des dommages causés ont été menées avec succès, et, en mars 2009, 910 habitations avaient été reconstruites grâce au financement de l'État⁴¹. Le rôle des comités a toutefois été contesté par les rebelles qui ont affirmé que l'objectif caché de ces instances était en réalité de les espionner⁴².

Avant l'initiative du gouvernement yéménite, le Qatar avait proposé ses bons offices en mai 2007, après une visite à Sanaa de l'émir Hamad bin Khalifa al-Thânî⁴³. Étant parvenu à obtenir un cessez-le-feu le 16 juin 2007, les médiateurs du ministère qatarien des Affaires étrangères avaient promis de financer la reconstruction et le développement de la région de Sa'da. Bien qu'il n'ait pas été confirmé, le montant de l'aide qatarienne était apparemment compris entre 300 et 500 millions de dollars américains. La détérioration de la situation sur le terrain et la reprise des combats ont finalement conduit au retrait du Qatar, en dépit de la signature le 2 février 2008 à Doha d'un accord de paix entre les rebelles et le gouvernement yéménite. En mars 2009, dans une interview à la presse panarabe, le Président Sâlih a rétrospectivement affirmé que la médiation qatarienne avait été une erreur dans la mesure où elle avait renforcé la rébellion « en lui laissant croire qu'elle était l'équivalente d'un État » et

40. Entretien avec un journaliste indépendant, Sanaa, 8 janvier 2009.

41. Entretien avec Muhammad Thâbit, directeur exécutif du fonds pour la reconstruction de Sa'da, Sanaa, 21 mars 2009.

42. Entretien téléphonique avec Yahya al-Hûthî, cité.

43. Cette médiation au Yémen participait d'une logique comparable aux initiatives de paix au Soudan, en Palestine et au Liban et à la construction d'une image internationale *via* la chaîne *al-Jazîra* qui toutes s'inscrivent directement dans une stratégie du gouvernement qatarien visant à faire de cet émirat un acteur régional de premier plan. John Peterson, « Qatar and the World: Branding for a Micro-State », *Middle East Journal*, 60 (4), 2006, p. 732-748.

qu'elle pouvait négocier avec le gouvernement yéménite⁴⁴. Pour Fa'iz al-'Awjarî, député de Sa'da, membre du parti au pouvoir et important leader tribal, la médiation qatarienne revenait à « financer la rébellion et c'est la raison pour laquelle elle a échoué. Les houthistes recevaient de l'argent du Qatar sans aucun contrôle du gouvernement. De plus, les Qataris manquaient d'expérience et de connaissance sur ce qui s'était passé auparavant entre les deux parties »⁴⁵.

Sur un autre plan, la lutte pour le contrôle de la région stratégique de Sa'da, non seulement dans le cadre du conflit mais aussi dans le contexte des nombreux flux illégaux qui la parcourent, est venue exacerber les tensions déjà existantes entre différentes factions au sein du pouvoir yéménite. Ainsi la captation des ressources de l'économie de guerre est-elle progressivement devenue un enjeu politique dans la mesure où elle satisfaisait certains intérêts et précipitait une recomposition des équilibres entre groupes concurrents. Des rivalités internes (au demeurant difficiles à évaluer et donnant lieu à de nombreuses spéculations⁴⁶) opposeraient entre autres 'Alî Muhsin al-Ahmar⁴⁷, en charge des opérations militaires à Sa'da depuis 2004, et des proches du Président Sâlih, notamment son fils Ahmad, chef de la Garde républicaine et des Forces spéciales, et son neveu Yahya Muhammad, commandant de la Sécurité centrale.

L'investissement croissant des acteurs tribaux, le développement d'une économie de guerre s'appuyant sur divers trafics et la captation de multiples ressources liées notamment à l'argent de la reconstruction ont donc encouragé

44. *Al-Hayât*, 28 mars 2009.

45. Entretien avec Fa'iz al-'Awjarî, député du Congrès populaire général de la région de Sa'da, Sanaa, 12 janvier 2009.

46. Voir les écrits du journaliste yéménite basé à Washington Munîr al-Mawrî, *Yemen Press*, 28 juillet 2008. Munîr al-Mawrî a été condamné par contumace en novembre 2009 à deux ans de prison et à une interdiction de publication à vie pour diffamation à l'encontre du Président.

47. Originaire du même village que le Président Sâlih et parfois même décrit comme son demi-frère, 'Alî Muhsin al-Ahmar est l'une des figures les plus controversées du régime yéménite, notamment en raison de ses liens avec les mouvements islamistes. Son opposition supposée à l'émergence de Ahmad 'Alî 'Abd Allâh Sâlih en tant qu'héritier politique de son père aurait eu pour effet de détériorer ses relations avec ce dernier. Dès lors, les combats à Sa'da auraient notamment eu pour objectif d'écartier 'Alî Muhsin de la capitale et de l'affaiblir sur le plan politique. Telle est notamment la thèse développée par un cadre du parti al-Haqq : « Il y a un manque évident de confiance entre le Président et 'Alî Muhsin. En 2008, pendant la cinquième phase, 'Alî Muhsin a demandé la mobilisation de la Garde républicaine et des Forces spéciales, toutes deux dirigées par le fils du Président afin de venir en aide à son bataillon. Le Président a refusé, craignant que cela puisse favoriser un coup d'État à Sanaa. Le fait que ces forces armées soient absentes de la capitale les aurait en effet empêchées de défendre le régime ». Entretien, Sanaa, janvier 2009. De fait, en mai 2008, la Garde républicaine a été déployée à Banî Hushaysh (à 25 kilomètres au Nord de la capitale), où elle a affronté avec succès des tribus alliées aux rebelles. Cet épisode a permis de souligner l'efficacité comparative du commandement militaire de Ahmad 'Alî 'Abd Allâh Sâlih. Au cours de la sixième phase, la mobilisation des forces de ce dernier à Sa'da n'a pu produire l'effet escompté dans la mesure où elles se sont elles-mêmes enlisées et n'ont pu, en dépit des moyens militaires engagés, atteindre leurs objectifs.

très directement la poursuite des combats. En dépit du cessez-le-feu annoncé par le Président Sâlih le 17 juillet 2008, les affrontements localisés entre les tribus progouvernementales et celles soutenant les rebelles se sont poursuivis, particulièrement à Râzih ainsi qu'en dehors du gouvernorat de Sa'ûda, à Harf Sufyân. La sixième phase était alors déjà en préparation ; au début de l'année 2009, pour de nombreux acteurs impliqués dans le conflit, la question n'était plus de savoir si elle allait avoir lieu ou non, mais quand elle allait débiter.

Régionalisation et agenda international

Cette sixième « guerre » (*harb*), telle qu'elle est appelée au Yémen, marque une rupture. En effet, la régionalisation croissante du conflit, concrétisée par l'intervention de l'armée saoudienne à partir de novembre 2009, a non seulement entraîné le prolongement de celui-ci mais aussi accentué son enlèvement. La sixième phase de la guerre a débuté le 11 août 2009, après plusieurs mois de tensions et d'échanges de menaces entre les deux parties, et s'est achevée le 11 février 2010, avec la déclaration d'un cessez-le-feu par le Président Sâlih et l'acceptation, non écrite, par les leaders de la rébellion d'un accord comprenant six points (abandon des armes prises aux militaires, réouverture des routes, abandon des positions dans les montagnes, libération des prisonniers civils et militaires, yéménites ou saoudiens, abandon des bâtiments officiels et promesse de ne pas attaquer l'Arabie Saoudite). Par sa violence, cette sixième phase constitue indéniablement une escalade : l'armée a d'ailleurs décidé d'appeler son offensive « Terre brûlée » (*ard mabrûqa*) et le Président Sâlih a affirmé le 7 novembre 2009 que les cinq phases précédentes et le début de la sixième n'avaient été qu'un « entraînement » en vue de préparer la victoire finale du gouvernement sur les rebelles⁴⁸. Pourtant, ladite victoire ne s'est jamais pleinement concrétisée. En dépit des moyens mobilisés, les combats se sont poursuivis durant de longues semaines, avec même quelques victoires symboliques des houthistes qui sont parvenus à abattre plusieurs avions de chasse et à détruire ou à saisir des chars d'assaut de l'armée yéménite.

Trois mois et demi après le lancement de cette sixième phase, l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite est venue inscrire le conflit de façon concrète dans les enjeux régionaux, lui donnant alors une nouvelle dimension. Le recours à un soutien armé extérieur (tout comme l'appel à des milices tribales au cours des phases précédentes) apparaissait pour le gouvernement comme un aveu d'échec de sa stratégie militaire, susceptible de

48. *Al-Thawra* (quotidien gouvernemental yéménite), 8 novembre 2009.

mettre à mal sa légitimité interne. Les motivations de la décision d'intervention saoudienne demeurent opaques et résultent sans doute de certaines transformations internes à la monarchie⁴⁹. Le 5 novembre 2009, les avions saoudiens ont bombardé les rebelles jusqu'à l'intérieur du Yémen alors que l'armée de terre du Royaume tentait, sans grand succès, de repousser certains groupes houthistes positionnés à l'intérieur du territoire saoudien (autour du Jabal Dukhân). Le gouvernement saoudien affirmait agir en légitime défense, afin de faire respecter sa souveraineté après l'attaque houthiste qui avait tué un douanier. Les houthistes prétendaient pour leur part que l'armée yéménite avait tenté de les prendre à revers en lançant une attaque depuis le territoire saoudien avant de se replier face aux assauts des rebelles, laissant alors ces derniers seuls en Arabie Saoudite et forcés de se protéger.

Longtemps la position officielle du gouvernement saoudien à l'égard de la guerre de Sa'da a été de critiquer toute ingérence étrangère. Ce rejet, qui permettait aux diplomates saoudiens de dénoncer le rôle supposé de l'Iran, n'a toutefois pas empêché certains acteurs saoudiens – du ministère de la Défense en particulier – d'intervenir notamment financièrement pour soutenir l'armée yéménite et mobiliser différentes tribus. Ainsi, à la logique locale, dont nous avons souligné la primauté, s'est ajoutée de façon de plus en plus explicite une dimension régionale. Cet appui saoudien aux forces armées yéménites était en effet à même de transformer l'accusation de soutien iranien à la rébellion en une prophétie autoréalisatrice. De façon récurrente, le gouvernement yéménite a affirmé que les houthistes étaient partie prenante d'un grand projet iranien, soutenu par les militants du Hezbollah libanais, visant à exporter sa révolution islamique et à encercler le foyer sunnite saoudien. Toutefois, les dirigeants yéménites n'ont jamais pu fournir de preuves tangibles de cette implication. À plusieurs reprises, et en fonction du contexte international, ils ont donc nuancé leurs accusations afin de préserver leurs relations avec l'Iran⁵⁰ sans trop se couper pour autant d'une population qui continue d'admirer le leader du Hezbollah, Hasan Nasrallah, dont les portraits ornent toujours nombre de boutiques et de voitures. La stigmatisation de l'identité zaydite par certaines élites, notamment les groupes islamistes sunnites qui lient zaydisme et chiisme duodécimain⁵¹, est susceptible de

49. Depuis les années 1960, le prince Sultân bin 'Abd al-'Azîz Âl Sa'ûd, ministre de la Défense et actuel Prince héritier, est considéré comme le principal gestionnaire du dossier yéménite au sein de la famille royale saoudienne. Il semble que la détérioration de son état de santé au cours de l'année 2009 ait favorisé une certaine confusion ainsi que des tensions entre ses héritiers mais aussi entre les acteurs du ministère de la Défense et ceux du ministère de l'Intérieur en charge de la lutte antiterroriste.

favoriser le développement de mécanismes de solidarité transnationale entre groupes chiites. À cet égard, l'intérêt des agences de presses iraniennes (*Press TV* ou la chaîne d'information en arabe *al-'Alâm*) pour la guerre de Sa'da, les interventions de certains leaders religieux ou politiques irakiens, iraniens ou libanais associés aux courants islamistes chiites⁵² ainsi que la déclaration de 'Abd al-'Azîz Âl al-Shaykh, grand mufti d'Arabie Saoudite, donnant une légitimité religieuse à l'opération militaire de son pays et qualifiant les soldats saoudiens de « moudjahiddines »⁵³ sont autant de signaux négatifs. La fermeture forcée en novembre 2009 de l'hôpital iranien de Sanaa, le changement dans cette même ville du nom de la rue Iran, devenue la rue Nadâ Aqâ Sultân, du nom de la jeune femme morte lors des manifestations contre la réélection de Mahmûd Ahmadînajâd en juin 2009⁵⁴, ou encore le refus répété des autorités yéménites de recevoir en décembre 2009 le ministre iranien des Affaires étrangères Manûshahr Muttakî témoignent également d'un raidissement des positions précipité par l'intervention saoudienne.

La régionalisation de la guerre de Sa'da et la lutte d'influence de plus en plus manifeste que se livrent l'Iran et l'Arabie Saoudite au Yémen ne sauraient

50. Jusqu'à l'intervention saoudienne de novembre 2009, les relations diplomatiques irano-yéménites n'ont été affectées qu'à la marge par la guerre de Sa'da. En mai 2009, par exemple, la visite officielle à Sanaa du président du Parlement iranien 'Alî Lârijânî a permis au gouvernement yéménite d'affirmer explicitement son soutien au programme nucléaire iranien (*Saba News* (agence de presse yéménite officielle), 14 mai 2009), position qui tranchait singulièrement avec celles de l'Arabie Saoudite et des autres alliés du Yémen. Dans le même temps, certains hauts responsables yéménites n'hésitaient pas à souligner le lien entre la rébellion houthiste et la politique étrangère iranienne. Ainsi, Rashâd al-'Alîmî, vice-Premier ministre et ancien ministre de l'Intérieur déclarait : « La Jeunesse croyante a commencé ses activités sous différents noms dans les années 1980 dans le contexte de la révolution iranienne. Ses militants ont été formés en Iran sous le régime de l'Ayatollah Khumaynî avec l'objectif de diffuser la révolution. Entre cette époque et 2004, les houthistes se sont préparés à lancer des opérations contre l'État ». Entretien avec Rashâd al-'Alîmî, cité.

51. Le courant salafi ainsi que différents islamistes autrefois affiliés aux Frères musulmans et aujourd'hui proches du pouvoir, tels 'Abd al-Fatâh al-Batûl et le centre Nashwan bin Sa'îd al-Hîmiyarî, jouent un rôle central dans cette stigmatisation. Nombreux sont les ouvrages critiques du zaydisme publiés depuis le début de la guerre de Sa'da : en 2008, le centre al-Kalîma al-Tayyîba, affilié à l'association salafite al-Hikma a publié un petit ouvrage de Muhammad bin Muhammad al-Mahdî intitulé *Al-Zaydiyya fil-Yaman: Hîwâr Maftûb* (Le zaydisme au Yémen : une discussion ouverte) dans lequel il souligne les erreurs théologiques du zaydisme (notamment concernant le rapport à la Tradition prophétique, les hadith) et son inscription intellectuelle et historique dans le chiisme duodécimain. Sur le plan théologique comme politique, les figures salafites ont été engagées depuis le début des années 1980 dans une rivalité avec les mouvements du renouveau zaydite. Le principal institut salafi, fondé par Muqbil al-Wâdî'î (mort en juillet 2001), est situé à la périphérie de Sa'da, à Dammâj, ce qui a occasionné de nombreuses tensions. Depuis 2004, les affrontements armés entre rebelles et groupes salafites alliés au pouvoir sont fréquents. En mars 2007, deux étudiants salafites, un Français et un Britannique, ont été tués dans les combats (*News Yemen* (site d'information indépendant), 26 mars 2007). En 2009, d'autres affrontements autour de Dammâj entre des salafites et les houthistes ont fait, selon la presse, 17 morts (*News Yemen*, 23 septembre 2009).

52. Dès mai 2005, les leaders chiites 'Alî al-Sîstânî d'Iraq et Husayn 'Alî al-Muntazarî d'Iran ont critiqué la répression gouvernementale contre les zaydites au Yémen. Cité par Lisa Wedeen, *Peripheral Visions: Publics, Power, and Performance in Yemen*, Chicago, University of Chicago Press, 2008, p. 154.

53. *Al-Hayât* (quotidien panarabe), 11 novembre 2009.

54. *The Guardian*, 27 novembre 2009.

évidemment occulter l'ancrage du conflit dans des processus locaux de recompositions propres à l'environnement yéménite. Elles n'en constituent pas moins un phénomène remarquable. À l'instar du laisser-faire des acteurs internationaux face au conflit (États-Unis et Union européenne en tête), l'engagement saoudien illustre le succès tardif mais réel de la stratégie du gouvernement yéménite visant à imposer sa propre grille de lecture des événements. Depuis 2004, la communication politique du pouvoir sur le conflit témoigne d'une volonté manifeste du régime d'intégrer les tensions locales que connaît le Yémen dans un cadre cognitif fixé par l'agenda international et régional. Ce phénomène est symptomatique d'une évolution profonde de la conflictualité dans le monde arabe et musulman dans le contexte de l'après-11-Septembre : désormais, la construction de l'ennemi par les régimes se fonde prioritairement sur des critères internationaux⁵⁵.

La communication du gouvernement yéménite se structure autour d'une volonté de faire coïncider les objectifs du régime avec les préoccupations du contexte international. Ce faisant, elle cherche à légitimer son choix de l'option répressive aux yeux de ses partenaires régionaux (Arabie Saoudite en particulier) et occidentaux. Dès le commencement de la guerre en juin 2004, le pouvoir yéménite a situé les événements de Sa'da dans le cadre de la guerre mondiale contre le terrorisme. Le slogan anti-américain des houthistes constituait à cet égard une aubaine. Le gouvernement a prétendu œuvrer auprès de la communauté internationale pour que la Jeunesse croyante soit inscrite par l'ONU sur la liste des organisations terroristes⁵⁶ mais sa démarche n'a jamais été officiellement présentée aux autorités compétentes. Les militants houthistes ont été ainsi accusés de perpétrer des attaques contre les civils (par exemple à l'acide contre les femmes ne portant pas de *niqab* sur leur visage). En mai 2008, un attentat à la moto piégée contre une mosquée dans laquelle priait 'Askar Zuhayl, l'un des bras droits de 'Alî Muhsin, a été attribué par le pouvoir aux houthistes mais demeure à ce jour non élucidé. Cette stratégie de criminalisation a atteint son paroxysme en juin 2009, lorsque neuf étrangers (sept Allemands, une Sud-Coréenne et un Britannique), dont trois enfants, œuvrant pour une organisation évangéliste, ont été enlevés dans la région de

55. De fait, le cas yéménite n'est pas isolé. En Algérie, la mutation organisationnelle de l'islamisme armé depuis les années 1990, du FIS au GIA puis du GSPC vers al-Qaïda au Maghreb islamique a favorisé une transformation du processus de construction de la menace par le gouvernement et les services de sécurité. Ce faisant, la dimension transnationale des groupes islamistes a été mise en valeur aux dépens de leur inscription dans des enjeux nationaux ou locaux. De même, en Iraq depuis 2003, la lutte contre les insurgés et leur criminalisation a été légitimée par la focalisation sur les combattants étrangers, incarnés par Abû Mus'ab al-Zarqâwî. Sur cette évolution de l'inimitié, voir notamment Didier Bigo, Laurent Bonelli, Thomas Deltombe (dir.), *Au nom du 11-Septembre... Les démocraties à l'épreuve du terrorisme*, Paris, La Découverte, 2008.

56. Entretien avec Rashâd al-'Alimî, cité.

Sa'da. Trois femmes ont été retrouvées assassinées quelques jours plus tard, puis deux enfants ont été libérés en mai 2010, tandis que les quatre autres sont toujours portés disparus. Aucun groupe n'a revendiqué l'opération : dans leur fief de Dahyân, les militants houthistes ont organisé une manifestation dénonçant le kidnapping et les assassinats, tout en affirmant que les étrangers avaient été enlevés dans une région sous contrôle gouvernemental ; le gouvernement yéménite, quant à lui, a directement accusé les houthistes sans éviter pour autant le scepticisme de nombreux observateurs, y compris des diplomates occidentaux, dont les regards se sont plutôt tournés vers des groupes islamistes sunnites. L'enlèvement a malgré tout servi de facteur déclencheur à la sixième phase des combats en août 2009.

Au-delà de la question terroriste, d'autres thématiques sont valorisées de façon ponctuelle par le pouvoir. Selon la conjoncture, la communication du gouvernement yéménite autour de la guerre de Sa'da fait sienne différentes problématiques internationales, puisant dans ces répertoires les sources de la légitimité de son option militaire. En 2006 et 2007, la Libye a été désignée, après l'Iran, comme une alliée des rebelles. Cette charge coïncide avec une période de tensions entre l'Arabie Saoudite et le gouvernement de Mu'ammar al-Qadhâfi autour des sommets de la Ligue arabe. En 2007, certains houthistes ayant menacé directement les communautés juives encore présentes dans le gouvernorat de Sa'da, le gouvernement s'est aussitôt érigé en protecteur des minorités religieuses. Or, s'il a organisé le transfert des personnes concernées vers Sanaa, il a également approuvé implicitement un programme d'accueil de plusieurs dizaines d'entre elles aux États-Unis sous l'égide du Département d'État américain (ce qui a eu pour effet indirect d'accélérer le départ de cette communauté installée pourtant sur le territoire yéménite depuis des millénaires). En 2009, les inquiétudes internationales liées à la piraterie en mer Rouge et dans le Golfe d'Aden ont alimenté la dénonciation des risques liés à la contrebande d'armement dans cette région : en octobre 2009, le ministre yéménite de l'Intérieur, Muttahar al-Masrî, a annoncé qu'un navire iranien chargé de munitions avait été arraisonné dans les eaux territoriales yéménites, mais, une fois encore, les preuves n'ont pu être fournies. Quant à l'Érythrée (avec laquelle le Yémen avait été en contentieux territorial jusqu'en 1999), elle a été accusée non seulement d'approvisionner les rebelles *via* de petits bateaux de pêche, mais aussi de les former aux techniques de guérilla⁵⁷.

Cette stratégie de criminalisation tous azimuts⁵⁸, qui n'est sans doute pas exempte de manipulations diverses, est au moins partiellement efficace : le gouvernement yéménite est soutenu dans son entreprise par les acteurs régionaux, l'Arabie Saoudite en tête, par la presse arabe avide de complots persans et

57. *Al-Watan* (quotidien saoudien), 31 octobre 2009.

autres lectures géopolitiques taillées à la serpe, par de larges segments de la population yéménite pour qui les houthistes demeurent irrémédiablement associés à l'ancien régime de l'imamat, et bénéficie par ailleurs d'un certain laisser-faire occidental. De fait, les États-Unis et l'Union européenne paraissent trop occupés au Yémen par la lutte contre al-Qaïda pour se soucier vraiment de la guerre de Sa'da⁵⁹. Sans être validée pour autant, la rhétorique du gouvernement yéménite n'est contestée qu'à la marge soit par manque de connaissances des racines profondes et des enjeux du conflit – lacune amplifiée par les incohérences de la communication des rebelles symbolisées par leur slogan –, soit par volonté de ne pas déstabiliser davantage un pouvoir déjà rudement mis à l'épreuve par la conjonction des crises. Les communiqués officiels demandant l'accès des travailleurs humanitaires aux zones de combat, comme celui de l'Union européenne en juillet 2008, ou exprimant une inquiétude face à la dégradation de la situation sécuritaire à Sa'da et à l'implication de l'Arabie Saoudite en novembre 2009, comme celui du département d'État américain, ne peuvent occulter la part de responsabilité de la communauté internationale dans cette entreprise guerrière.

La structuration des relations internationales autour de l'enjeu sécuritaire depuis le 11-Septembre a directement contribué à favoriser une solution militaire à Sa'da. Pressé par son nouvel allié américain dans le courant de l'année 2004, le gouvernement yéménite a sans doute voulu, à peu de frais et en s'attaquant aux « perdants de l'histoire » que sont les partisans du nouveau zaydite, montrer la force et la sincérité de son engagement dans la lutte antiterroriste⁶⁰. Cette opération a quelque peu dérapé, donnant naissance à un front propre qui, en déstabilisant le Yémen, en accaparant ses ressources

58. Il est intéressant de constater que cette volonté de faire coïncider les crises politiques internes et l'agenda international s'exprime au-delà de la guerre de Sa'da : depuis 2009, la contestation sécessionniste dans les gouvernorats de l'ex-Yémen du Sud est elle-même opportunément reliée à la question de al-Qaïda, tout particulièrement dans la région d'Abyan. En mai 2009, le ralliement de Târiq al-Fadlî, ancien leader des moudjahidines yéménites d'Afghanistan, autrefois allié du régime, au « mouvement sudiste » (*al-birāk al-janūbî*) a favorisé une campagne active de criminalisation de l'ensemble de la contestation. *26 Septembre* (hebdomadaire des forces armées yéménites), 31 juillet 2009.

59. Pour faire face à l'afflux de réfugiés autour de Sa'da, les agences de l'ONU ont fait parvenir le 2 septembre 2009 aux pays membres une demande d'aide d'urgence d'un montant de 23,7 millions de dollars américains. Les réponses ont tardé à arriver et les États-Unis ont promis de contribuer à hauteur de 1,45 million : trois mois après, 60 % seulement du montant demandé avaient été versés, ce qui témoigne du caractère non prioritaire de cette crise aux yeux de la communauté internationale. Parallèlement, le 6 septembre 2009, le Président Obama a fait parvenir au Président Sâlih une lettre dans laquelle il exprimait sa volonté de soutenir la stabilité du Yémen et d'encourager son gouvernement dans la lutte antiterroriste. Aucune mention n'était faite du conflit qui se jouait dans le Nord du pays. Le 11 novembre 2009, un accord de coopération militaire a même été signé entre les deux pays afin de lutter contre « le terrorisme, la contrebande et la piraterie », *Saba News*, 11 novembre 2009.

60. Pour une analyse détaillée de ce mécanisme, voir F. Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », art. cité.

budgétaires et militaires et en affectant la légitimité de son gouvernement, ne participe certainement pas à l'éradication de la menace al-Qaïda.

Au fur et à mesure de l'enchaînement des six phases de combat, les niveaux de compréhension potentiels de la guerre de Sa'da se sont multipliés : conflit à dominante idéologique ou confessionnelle, fruit d'un engrenage tribal ou lié à la rivalité entre puissances régionales, mais aussi expression des luttes intestines du régime de 'Alî 'Abd Allâh Sâlih et effet pervers de la lutte anti-terroriste. Ces grilles de lecture ont toutes un certain degré de pertinence et doivent par conséquent être prises en compte simultanément non seulement pour comprendre la complexité de cette guerre mais aussi dans le but de construire une paix durable. Le cessez-le-feu annoncé en février 2010 et les efforts de médiation entrepris depuis ne parviendront sans doute pas à régler les nombreux différends accumulés depuis 2004. Sans accord écrit et négocié, sans contrôle par une institution indépendante et sans mécanisme de compensation légitime, le calme risque fort de demeurer précaire⁶¹. C'est à peine si ce dernier cessez-le-feu a pu, en s'appuyant sur la volonté politique du pouvoir, temporiser et favoriser une démilitarisation du conflit, amenant chacun à fermer les yeux sur les affrontements ponctuels et sur les tensions qui persistent entre les différents acteurs locaux, particulièrement au niveau tribal. Au-delà de l'erreur de diagnostic qu'elle illustre, l'implication armée de l'Arabie Saoudite a eu pour effet d'accroître l'intérêt des acteurs internationaux pour la guerre de Sa'da : depuis novembre 2009, les rapports, tribunes et articles de presse se sont multipliés dans le monde arabe ainsi qu'aux États-Unis et en Europe. Il est à craindre toutefois que ce phénomène se soit produit aux dépens d'une approche nuancée du conflit et de ses racines. Certes, la versatilité de la communication du pouvoir yéménite face à l'agenda international témoigne de l'évolution des modes de construction de l'ennemi dans le monde arabe de l'après-11-Septembre, mais elle constitue aussi, à n'en pas douter, un défi pour qui souhaite échapper à toute explication monocausale de la guerre de Sa'da⁶². ■

61. Human Rights Watch, *All Quiet on the Northern Front? Uninvestigated Laws of War Violations in Yemen's War with Huthi Rebels*, avril 2010.

62. La rédaction de cet article a bénéficié du soutien du projet ANR « Du Golfe arabo-persique à l'Europe : entre violences et contre-violences ». Cette contribution résulte par ailleurs notamment d'une enquête de l'auteur sur la guerre de Sa'da menée dans le cadre d'une consultance pour l'International Crisis Group en 2009. Les analyses défendues dans cet article ne peuvent toutefois être attribuées à cette organisation et relèvent de la seule responsabilité de l'auteur.

Laurent Bonnefoy est docteur en science politique et chercheur associé à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM). Ses travaux portent sur le Yémen contemporain, le salafisme, les relations religieuses transnationales et les mouvements politiques et sociaux dans la péninsule Arabique. Il a publié entre autres « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisations », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (121-122, 2008, p. 201-215) ; « How Transnational Is Salafism in Yemen? », dans Roel Meijer (ed.), *Global Salafism: Islam's New Religious Movement* (New York, Columbia University Press, 2009, p. 289-309), et « L'illusion apolitique : adaptations, évolutions et instrumentalisations du salafisme yéménite », dans Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?* (Paris, PUF, 2008, p. 137-159). Il achève actuellement la rédaction d'une monographie sur le mouvement salafi yéménite dont la publication est prévue chez Hurst (Londres) pour la fin de l'année 2010.
Adresse électronique : jl.bonnefoy@gmail.com